

A PROPOS DE...

Productivité agricole

Le problème

Il y a plus qu'assez de nourriture dans le monde pour nourrir chaque être humain. Pourtant, pour plus d'un milliard de personnes qui tirent leur nourriture et leur revenu des cultures qu'elles pratiquent, lorsque la récolte est mauvaise, il n'y a simplement pas d'argent pour acheter des denrées alimentaires. En fait, dans de nombreuses zones rurales, où vivent et travaillent 70 % des 1,2 milliard de personnes les plus démunies du monde, la productivité agricole baisse rapidement. Cette situation tient essentiellement à la dégradation des terres, qui affecte dans une certaine mesure jusqu'à deux tiers des terres agricoles dans le monde.

Dans de nombreux cas, la baisse de la productivité agricole amène les populations à empiéter sur les forêts, les herbages et les marais, étant à l'origine d'une dégradation continue de l'environnement et d'un accroissement de la pauvreté. Conscient que l'amélioration de la productivité agricole est indispensable pour réaliser l'objectif de développement durable qui consiste à réduire la pauvreté et la pression sur l'environnement, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a lancé un appel au Sommet de Johannesburg afin que les participants se penchent sur les moyens d'inverser la dégradation des terres comme l'un des cinq domaines principaux où des résultats concrets peuvent et doivent être atteints.

Pour tous les problèmes posés par le changement climatique, la sécheresse et les inondations, de multiples facteurs contribuent à une utilisation non rationnelle des ressources en terres et donc à la pauvreté. Parmi ceux-ci, on peut citer le fait que les personnes les plus démunies n'ont pas la sécurité de jouissance des terres et des ressources naturelles qui sont des biens communs tels que les pâturages, les rivières et la forêt.

Les problèmes rencontrés sur les terres agricoles sont adaptés au niveau national dans les pays en développement. La libéralisation du commerce a amené de nombreux pays en développement à réduire leurs tarifs douaniers, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles importations bon marché. Dans le même temps, du fait de tarifs douaniers élevés et de subventions accordées aux agriculteurs dans les pays développés, leurs produits agricoles ne peuvent soutenir la concurrence sur le marché des pays développés.

Les ressources génétiques végétales sont indispensables pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les êtres humains ont utilisé quelque 7 000 espèces à des fins alimentaires dans l'histoire. Aujourd'hui, pas plus de 120 espèces cultivées fournissent environ 90 % de notre alimentation. En outre, l'essentiel de la diversité biologique de ces espèces cultivées a été perdue au cours du XX^e siècle.

Le Traité international sur les ressources génétiques végétales pour l'agriculture et l'alimentation a été adopté en novembre 2001. Il porte sur la conservation des ressources génétiques végétales, leur utilisation durable et le partage juste et équitable des avantages qui en découlent, y compris les avantages monétaires résultant de leur commercialisation. Ce traité ayant force obligatoire établit des droits pour les agriculteurs ainsi qu'un système multilatéral d'échange des ressources génétiques de quelque 64 cultures et fourrages essentiels revêtant une importance pour la sécurité alimentaire mondiale.

Statistiques essentielles

- Environ 11 % de la surface émergée de la terre servent à la production agricole. Si on peut encore étendre les terres agricoles en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans certains pays d'Asie de l'Est, il n'existe pratiquement plus de terres pouvant être exploitées à des fins agricoles en Asie du Sud-Est, au Proche-Orient et en Afrique du Nord.
- Les surfaces arables disponibles par personne s'amenuisent. Dans les pays en développement, elles sont passées de 0,32 hectare par personne entre 1961 et 1963 à 0,21 hectare entre 1997 et 1999, et devraient, selon les projections, tomber à 0,16 hectare par personne en 2030.
- L'érosion des sols contribue pour environ 4 % à la dégradation des terres dans le monde, essentiellement du fait du défrichage pour l'agriculture.
- L'agriculture est le plus grand consommateur d'eau dans les pays en développement.



Elle représente environ 70 % des prélèvements d'eau fraîche dans le monde. En Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, près de 90 % des prélèvements d'eau sont destinés à l'agriculture. Dans les pays de l'OCDE, l'industrie consomme la plus grande quantité d'eau.

- Entre 20 et 30 % de terres irriguées dans les pays en développement se dégradent du fait de la saturation des terres en eau ou de la salinité, environ 12 millions d'hectares de terres irriguées ne pouvant plus produire.
- On estime à 250 millions le nombre de personnes directement touchées par la désertification — la dégradation des terres arides — et à près d'un milliard le nombre des personnes à risques.
- Les ressources publiques consacrées à l'agriculture sont en baisse. L'aide publique au développement destinée à l'agriculture a baissé de près de 50 % en valeur réelle dans les années 90.

Les mesures à prendre

Selon les estimations de la FAO, le fait de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim et de les

amener à être plus productives produirait des avantages économiques d'une valeur de 120 milliards de dollars par an. Or, selon les mêmes estimations, il ne faudrait réaliser que des investissements publics supplémentaires d'un montant de 24 milliards de dollars dans l'agriculture et le développement rural chaque année pour réduire de moitié la faim dans le monde. Les investissements proposés concernent notamment l'intégration de la gestion des terres et de l'utilisation de l'eau, la gestion des écosystèmes marins et forestiers et la préservation de la diversité biologique.

Résultat du Sommet planète Terre de 1992, la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification offre un cadre d'action contre la désertification; pourtant, son application n'a jamais bénéficié de fonds suffisants. L'une des propositions qui sera examinée au Sommet de Johannesburg consiste à permettre au Fonds pour l'environnement mondial de financer l'application de la Convention.

